

MARCHÉ LOCAL DU PRÊT-À-PORTER

Quelle place pour la production nationale ?

*Inondé par le prêt-à-porter chinois, le secteur du textile se trouve en crise dans nombre de pays, faute de compétitivité et d'adaptabilité. Pourtant les pouvoirs publics disent vouloir «relancer» ce créneau et fortifier la production nationale, publique et privée. Ne couvrant que 4% de la demande locale, cette dernière est loin des normes design et mode.*

**Naouel Boukir - Alger (Le Soir)** - Le groupe national Getex, spécialisé dans le textile et le cuir, s'inscrit dans cette même représentation. Le directeur de sa filiale CH (Confection et Habillement), Ahmed Benayad, a avoué que cette entreprise nationale est tournée quasi exclusivement vers le secteur institutionnel ou le vêtement professionnel (uniformes des agents de police, gendarmerie, armée...). Or, il y a lieu de rappeler que le prêt-à-porter, segment que le groupe voudrait redynamiser, ne répond évidemment pas aux mêmes critères dans un marché grand-public ordinaire. La confection du vêtement professionnel ne suit ni les tendances de mode, ni le jeu de la concurrence internationale. D'autant plus que leur fabrication se fait sur commande et que le secteur public est leur unique client.

Les règles sont tout autres pour le marché grand-public. Il n'est plus question de monopole et la dépendance des effets de mode est incontournable. C'est là où l'absence d'une politique managériale, marketing et distribution ainsi que l'inexistence d'un département design et stylisme pèseraient énormément sur le groupe.

Le responsable du CH de Getex se dit «conscient» de ces enjeux. Ce qui justifie, selon lui, le développement actuel de l'aspect joint-venture avec l'expertise étrangère. A en croire les déclarations de A. Benayad, le projet en partenariat avec les Turcs, dans le cadre de la loi 49/51, est en phase de réalisation. C'est la wilaya de Relizane qui est choisie pour la construction des

8 complexes intégrés prévus par les investisseurs.

Miser sur la formation pour la remise à niveau

Le textile algérien a marqué plus de deux décennies de temps d'arrêt, les lacunes enregistrées durant cette période ne sont pas négligeables. D'où la nécessité d'une remise à niveau et d'une actualisation sur les mutations du marché du prêt-à-porter, grand-public particulièrement. La formation est évidemment

ment le maillon indispensable. M. Benayad a déclaré que des techniciens, nouvellement recrutés, viennent de clôturer leur cession de formation en France pour faire face aux départs massifs à la retraite. En l'absence de spécialités liées aux métiers du textile au sein des centres de formation professionnel ou au niveau de l'Université algérienne, le manque de qualification dans le domaine de la confection du prêt-à-porter peut s'avérer handicapant. Selon le responsable, il serait question d'insérer «des programmes spécifiques» au secteur du prêt-à-porter au niveau de l'université M'hamed-Bougara de Boumerdès notamment. Tandis que le designer Samir Pain dit souhaiter qu'on donne à ce plan une «optique design textile», primordiale pour ce secteur, afin d'intégrer la spécificité

de l'artisanat algérien et de la moderniser à travers le prêt-à-porter. L'Institut de couture de Birkhadem et l'Ecole nationale des beaux-arts sont des potentialités à investir, et elles ne sont visiblement pas les seules.

Mars, le mois du textile

Les journées du textile algérien : prévu du 14 au 24 mars au Palais de la culture, c'est le secteur du textile privé (entreprises et artisans) qui est interpellé par cette manifestation. L'inauguration des stands d'exposition se fera le 16 et ils seront ouverts au public jusqu'au 24 mars. Conférences et forums seront organisés parallèlement pour débattre du secteur et de ses potentialités en Algérie. Algiers Fashion Week : est un autre événement qui se tiendra du 18 au 24

mars au Palais de la culture. Des participants algériens et internationaux (Etats-Unis, France, Italie, Australie, Nigeria, Tunisie, Yemen...) et des médias de grande renommée (Elle, Madame Figaro, MBC, Dzeriet, Haoua...) seront de la partie. Initiée par Samir Pain afin de promouvoir la mode et Alger, AFW consacrera un ensemble de défilés de mode dédiés à la promotion du prêt-à-porter signé «Made in Algeria», au niveau national et mondial.

Deux initiatives qui encourageront les jeunes talents à se manifester et à montrer leurs réalisations et intérêt pour le prêt-à-porter, tout en sauvegardant l'identité algérienne. C'est le souhait des organisateurs et de ceux ayant la nostalgie de l'âge d'or du textile algérien.

N. B.

JIL-FCE DÉVOILE SA FEUILLE DE ROUTE

11 commandements pour aider les jeunes entrepreneurs

*Onze leviers pour soutenir l'entrepreneuriat chez les jeunes. C'est l'idée clé autour de laquelle s'est articulée la conférence de presse animée, hier, par le président de JIL-FCE, M. Toufik Lerari. Pour ce dernier, à travers cette section, le FCE compte se rapprocher des jeunes entrepreneurs et porteurs de projets algériens.*

**Abder Bettache - Alger (Le Soir)** - Le conférencier, qui s'exprimait pour la première fois devant la presse, cinq mois après la création de JIL-FCE, a déclaré que «cette section donnerait ainsi la parole aux entrepreneurs, qui pourraient se réunir autour de la même plateforme et mettre en avant les problématiques auxquelles ils font face».

«Jil-FCE est un espace d'échanges et de confrontation d'idées, où des jeunes viendront

s'exprimer sur leur expérience en matière de création d'entreprises et pour d'autres, de découvrir les opportunités et les mécanismes pouvant les aider à lancer leur propre projet», a-t-il expliqué.

En somme, lors de cette rencontre avec la presse, le conférencier, accompagné en la circonstance de son staff, a mis en relief les onze leviers qui auront à soutenir le jeune entrepreneur.

Il cite le coaching dans, soit la «création d'un programme de coaching de membres de JIL-FCE par des séniors du FCE, les guides d'entrepreneuriat, soit des documents qui seront très largement diffusés auprès des institutions et des écoles et universités algériennes, le plaidoyer pour la jeunesse, le business Angel -180°, qui consiste en la création d'un programme de rencontre avec des Busniess Angels, un déploiement local à travers la mise en place d'une feuille de route «pour le recrutement des délégués adjoints JIL-FCE dans toutes les délégations

FCE et l'animation d'un premier cercle de jeunes entrepreneurs locaux etc. M. Lerari a estimé qu'il existe des possibilités de «créer 1 million d'entreprises dans le pays, à raison de 10 employés pour chacune d'entre elles, cela représente en moyenne 10 millions d'emplois.

Pour sa part, le responsable en charge de la promotion de JIL-FCE, M. Soufi, a fait une intervention sur la nécessité pour les jeunes entrepreneurs de «fédérer les énergies» et créer des passerelles entre «les jeunes et les seniors» du monde de l'entreprise dans notre pays.

Le patron de la société d'assurances Macirvie a, par ailleurs, indiqué que parmi les initiatives qui seront prises dans le futur proche par les animateurs de Jil-FCE – qui se prévaut déjà d'une «base d'adhésion de plus de 100 jeunes chefs d'entreprise» – celle d'être présent dans les salons en Algérie comme à l'étranger pour rencontrer tous les jeunes opérateurs. Un pari que les «juniors» du FCE comptent atteindre.

A. B.

SÉMINAIRE AUTOUR DES RÈGLES D'ORIGINE ET LES ACCORDS DE LIBRE-ÉCHANGE

Vers une renégociation de l'accord d'association avec l'UE

*Dans le cadre d'un séminaire consacré aux règles d'origine et les accords de libre-échange, la Chambre algérienne de commerce et d'industrie (Caci) a organisé une rencontre-débat à l'hôtel Hilton à Alger en présence de la Direction générale des douanes ainsi que de nombreux acteurs économiques algériens.*

**Rafik Aïouaz - Alger (Le Soir)** - Quelques jours à peine après l'annonce surprise d'Alger de geler les accords de libre-échange avec l'Union européenne et ceux avec la Zone arabe de libre-échange (Zale), la réunion revêtait une importance particulière pour obtenir de plus amples éclaircissements à propos des raisons de l'annonce de cette circulaire. Une annonce qui, selon un participant, a produit un réel vent de panique chez les opérateurs économiques algériens.

Émise le 23 février dernier par le gouvernement, la circulaire transmise à la Direction générale des douanes stipulait sans autre précision : «L'ensemble des franchises délivrées par le ministère du Commerce sont considérées caduques à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2016.»

Les autorités algériennes ont pour le moment précisé que la mesure prise se limitait uniquement aux produits dont le poids sur la balance commerciale est important et qui sont soumis depuis cette année à la licence d'im-

portation. «Je pense que la remise en cause de ces accords est une bonne chose car nous sommes arrivés à un moment où il faut remettre sur la table certains accords qui ont été signés dans une certaine conjoncture qui n'est plus valable actuellement», confie Ouahiba Behloul, directrice des relations internationales de la Caci.

Un accord défavorable pour l'Algérie

«On ne peut pas exporter en Europe car nos produits ne font pas partie des produits qu'englobe l'accord. En Algérie, on a un complexe qui nous pousse à importer beaucoup de produits européens, mais on n'exporte pas grand-chose», se désole le directeur commercial d'une entreprise algérienne de torréfaction et conditionnement de café. La diversification

des produits d'exportation est un élément clé pour parer à la baisse massive des rentes pétrolières (environ 97% de l'export algérien). «Tout le monde s'accorde à dire que l'accord avec l'UE est défavorable pour l'Algérie. Il faut revoir la question de contingent de libre-circulation des produits, il y a beaucoup de produits compris dans l'accord que l'Algérie ne produit pas. En aucun cas on pourra les exporter. J'espère que l'accord sera revu de façon à ce qu'il favorise l'économie algérienne», suggère Ouahiba Behloul. L'accord d'association est mis en œuvre depuis 2005. Son volet commercial souligne notamment l'objectif d'établir une zone de libre-échange entre l'Algérie et l'UE au terme d'une période transitoire de 12 ans, ce qui porte la validité de l'accord à 2017.

R. A.